

FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE

**6 Rue Gager Gabillot
75015 PARIS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2019

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 12 Juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les règles et méthodes comptables de l'annexe précisent que les comptes annuels de la Fédération ont été arrêtés en retenant le principe de continuité d'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiqués à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivis, nous avons vérifié la pertinence du principe de continuité d'exploitation retenu.

- La note « Compte d'emploi des Ressources » de l'annexe expose les modalités d'élaboration retenues pour établir le Compte d'Emploi annuel des Ressources.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivi par la Fédération, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'établissement du Compte d'Emplois des Ressources, qui font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 et ont été correctement appliquées.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé des méthodes comptables appliquées et de la pertinence de la présentation faite en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

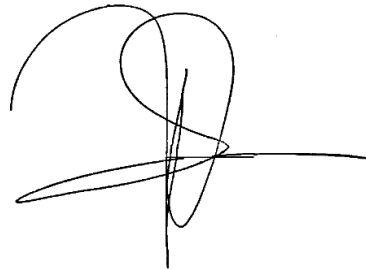
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montpellier, le 26 Août 2020

SARL SENSEA AUDIT
Représentée par Mr Jean-Marie VIAL
Commissaire aux comptes signataire

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'M' followed by a horizontal line.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	75 905	75 905		3 510
	Autres immobilisations incorporelles (1)	8 385		8 385	8 385
	Immobilisations incorporelles en cours	18 089		18 089	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	1 450 017		1 450 017	1 512 130
	Constructions	6 443 962	1 176 080	5 267 882	5 495 880
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	177 794	160 805	16 989	34 768
	Autres immobilisations corporelles	318 035	250 091	67 944	68 694
	Immobilisations corporelles en cours				4 788
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES	1 873 149		1 873 149	
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	471 508	391 489	80 019	80 019
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	196 500		196 500	189 500
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)		11 033 344	2 054 370	8 978 974	7 397 674
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	6 833		6 833	7 756
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 156		1 156	1 113
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	274 529		274 529	170 543
	Créances reçues par legs ou donations	824 390		824 390	
	Autres créances	242 033		242 033	153 964
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 054 681		3 054 681	2 143 581
	DISPONIBILITES	1 845 494		1 845 494	3 334 662
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	79 607		79 607	103 901
	TOTAL (II)	6 328 724		6 328 724	5 915 519
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		17 362 068	2 054 370	15 307 698	13 313 192
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				68 000	189 500
(3) dont à plus d'un an					



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	517 717	570 685
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 111 010	1 091 526
	Réserves pour projet de l'entité	6 544 945	6 544 945
	Autres		
	Report à nouveau	873 195	692 551
	Excédent ou déficit de l'exercice	22 261	194 845
	Total des fonds propres (situation nette)	9 069 128	9 094 552
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	9 069 128	9 094 552
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	2 422 942	
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	1 503 167	1 805 256
	Total des fonds reportés et dédiés	3 926 109	1 805 256
Provisions	Provisions pour risques	50 000	
	Provisions pour charges	30 942	25 000
	Total des provisions	80 942	25 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	926 666	1 022 631
	Emprunts et dettes financières divers	12 418	12 248
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 000	487
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	356 912	414 833
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	224 963	238 149
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		600
	Autres dettes	442 057	488 112
	Produits constatés d'avance	264 503	211 325
	Total des dettes	2 231 519	2 388 385
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		15 307 698	13 313 192
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		22 260,51	194 845,16
(1) Dont à moins d'un an		1 393 238	2 387 898
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCE			



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	22 676	23 548
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	1 270	9 026
	dont ventes de dons en nature	590	786
	Ventes de prestations de service	546 834	564 123
	dont parrainages	57 000	13 967
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 135 633	843 315
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	47 017	33 008
	Legs, donations et assurances-vie	4 929 240	3 278 678
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	59 059	47 023
	Utilisations des fonds dédiés	324 099	2 935
	Autres produits	43 354	146 732
Total des produits d'exploitation		7 109 182	4 948 387
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock	922	1 581
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 557 170	1 529 525
	Aides financières	1 345 350	1 250 812
	Impôts, taxes et versements assimilés	122 936	132 273
	Salaires et traitements	1 006 449	1 041 881
	Charges sociales	421 261	455 491
	Dotation aux amortissements et dépréciations	212 334	206 781
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	2 444 952	1 805 256
	Autres charges	7 809	29 472
Total des charges d'exploitation		7 119 184	6 453 072
RESULTAT D'EXPLOITATION		(10 002)	(1 504 684)



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

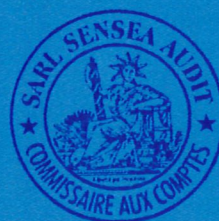
31/12/2019

31/12/2018

RESULTAT D'EXPLOITATION		(10 002)	(1 504 684)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	23 848	2 250 351
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 420	8 295
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	153 930	42 870
	Différences positives de change		243
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		183 198	2 301 760
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		545 419
	Intérêts et charges assimilées	32 190	35 339
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	62 174	
Total des charges financières		94 364	580 758
RESULTAT FINANCIER		88 834	1 721 002
RESULTAT COURANT avant impôts		78 832	216 317
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	97 053	
	Sur opérations en capital	41 430	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		138 483	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	7 079	500
	Sur opérations en capital	114 000	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	52 996	
	Total des charges exceptionnelles	174 075	500
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(35 592)	(500)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		20 979	20 972
TOTAL DES PRODUITS		7 430 862	7 250 147
TOTAL DES CHARGES		7 408 602	7 055 302
EXCEDENT ou DEFICIT		22 261	194 845
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		800	
Bénévolat		92 903	
TOTAL		93 703	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		800	
Personnel bénévole		92 903	
TOTAL		93 703	



ANNEXE



Informations générales

FAAF

Période du

01/01/19 au 31/12/19

Edition du

Tenue de compte

EURO

A) Présentation de la FAAF

Créée en 1917, la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France est reconnue d'utilité publique depuis 1921 et rassemble en son sein des militants, des usagers, des professionnels et bénévoles, engagés ensemble pour une plus grande inclusion sociale et économique des personnes déficientes visuelles. Partenaire de premier plan des pouvoirs publics et des élus locaux, la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées visuelles. Elle intervient dans tous les domaines stratégiques permettant l'amélioration de la vie des 1,7 million de personnes touchées par la déficience visuelle en France : éducation, formation et emploi, accessibilité au cadre bâti, à la voirie et aux transports, nouvelles technologies et développement de l'accessibilité numérique, recherche médicale, culture, information et sport.

La fédération rassemble 53 associations membres dont 19 associations militantes de proximité ; 20 associations gestionnaires d'établissements et de services sanitaires ou médico-sociaux spécialisés ; 14 associations à rayonnement national dont 4 spécialisées dans l'édition adaptée, 2 dans le numérique, 8 portant sur des objets ou services spécifiques (sport, recherche, ou culture) ou dédiées à des publics particuliers tels que les parents d'enfants aveugles ou les personnes sourdes/aveugles.

La Fédération des Aveugles et Amblyopes de France s'est fixée comme objectif de permettre une citoyenneté pleine et entière à toutes les personnes aveugles et malvoyantes sans exception, en France comme à l'étranger et ce, à travers :

Le Plaidoyer et l'interpellation des acteurs :

- Par l'analyse, la veille législative et politique et la construction de prises de position dans le champ de la politique du handicap visuel.
- Par la participation aux instances nationales des politiques publiques et sociales du handicap (CNSA, HAS, AGEFIPH, FIPHP, CNCPH etc.)
- Par les actions de sensibilisation du grand public et des acteurs locaux, des acteurs du monde économique.
- Par son engagement à l'échelle nationale, européenne et internationale (actions menées au sein de la Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes, de l'Union Européenne des Aveugles et de l'Union Mondiale des Aveugles »).
- Par la communication nationale (communiqué de presse, rédaction d'éléments de langage etc.)

La mise en réseau et l'animation :

- Par la mise en œuvre de partenariat au niveau national
- Par le soutien y compris financier aux projets de ses membres pour la vie associative, les actions et représentations au niveau local.
- Par le conseil ou la formation aux associations, l'animation de groupes de travail thématiques ou le partage de pratiques professionnelles (emploi, formation, accès aux droits, personnes âgées, sports et loisirs, accessibilité universelle tant bâti que numérique).
- Par des rencontres nationales et régionales
- Par la diffusion d'outils de communications, d'informations, de témoignages ou d'analyses (bulletins mensuelles, revues etc.)

L'ingénierie (formation) :

- Par la production de fiches techniques, notes explicatives, espaces intranet, d'outils et de guides, de documents de capitalisation et d'analyses de données
- Par le Centre de formation (Access formation) : formations qualifiantes d'instructeurs en locomotions et autonomie de la vie journalière, ou formations d'expertise dans le domaine de l'accessibilité numérique et du cadre bâti, les transports et la voirie.



La recherche

- Par son engagement et sa participation à la fondation « Voir et Entendre », première fondation dédiée exclusivement aux handicaps sensoriels.
- Par le soutien à des projets de recherche visant à favoriser l'accès aux livres et à la lecture, ou/et l'accompagnement et la rééducation de personnes déficientes visuelles.
- Par la participation aux projets de recherche d'acteurs de la recherche médicale ou de sciences humaines.

B) Evènements significatifs en 2019

- Accessibilité numérique : Validation de la stratégie numérique en 2019 et engagement dans sa mise en œuvre notamment le positionnement de la Fédération comme plate-forme ressource, de conseils et d'accompagnements en direction des acteurs du monde économique et social qu'ils soient institutionnels ou privés (appui à la caisse des dépôts et consignations, au groupe Leclerc, à l'AGEFIPH...). Pour les demandes individuelles, mise en place de la réponse à la demande en orientant vers un acteur qualifié en privilégiant les acteurs du monde de la déficience visuelle

- Soutien à la recherche : Mise en œuvre de la stratégie recherche définie en 2018, par la continuité du soutien à la recherche médicale notamment à la fondation Voir et Entendre et l'engagement vers la recherche en sciences humaines et sociales. Cela s'est traduit par le lancement et le pilotage d'une étude populationnelle menée avec d'autres associations de personnes déficientes visuelles, avec l'appui d'un consortium de chercheurs. Cette étude constituera le point de départ de la création d'un Observatoire de la déficience visuelle. D'autre part la Fédération apporte son soutien à l'étude sur les livres numériques portées par BRAILLENET, le projet Opaline (Outils Pour l'Accessibilité des Livres Numériques) qui vise à développer des outils, pour apporter une réponse technique à la pénurie de livres disponibles dans le commerce dans une version accessible aux personnes aveugles ou malvoyantes, tous supports confondus (braille, audio, gros caractère...).

- Nouveau plan comptable : Animé par un souci de transparence financière, le Conseil d'Administration de la FAAF a décidé de mettre en application dès 2019 le règlement ANC 2018 – 6. Cette mise en application a une incidence significative sur le compte de résultat, les legs acceptés et non encore reçus augmentant le total des produits et le total des charges de 2.422.942 €.

C) Evènements post-clôture

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'épidémie de coronavirus COVID-19 était une pandémie en reconnaissance de sa propagation rapide à travers le monde, avec plus de 150 pays touchés. Face à cette crise, il a été décidé par le Gouvernement Français un confinement strict en France et ce à compter du 17 mars 2020.

Du fait des incertitudes sur la maladie et son caractère encore isolé à la fin 2019, cette épidémie est considérée comme un évènement non lié à des conditions existant à la date de clôture 2019. Ainsi, il n'a pas d'incidence sur le bilan et le compte de résultat établis au 31 décembre 2019.

Cet évènement pourrait cependant avoir un effet sur les comptes 2020, notamment sur le niveau d'activité (Formations prodiguées et dons) même si à ce jour les impacts ne peuvent encore être évalués. Il n'est pas pour autant de nature à remettre en cause la continuité de l'exploitation de l'association. Cet évènement a également engendré des coûts supplémentaires, notamment en achats informatiques, afin de permettre le télétravail des responsables de services et des formateurs.



Règles & Méthodes Comptables

FAAF

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du
Tenue de compte EURO

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général complété par les règlements de l'ANC 2018-06. Le passage du règlement CRC n° 99-01 au règlement ANC n°2018-06 engendre des changements de méthodes nécessitant des informations spécifiques dans l'annexe de l'exercice de première application du règlement.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices, et en conformité à la réglementation française en vigueur.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 12 Juin 2020 par le Conseil d'Administration.

Les principales méthodes utilisées en application de l'ANC 2018-06 sont les suivantes :

- Une description détaillée de l'objet social de l'entité, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées, des moyens mis en œuvre (art.431-1, règlement ANC n°2018-06) ;
- Le passage des subventions d'investissement sur les biens renouvelables (disparition de ce compte dans l'ANC-2018-06) à des subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables.
- Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par le conseil d'administration conformément à l'article 213-5 du règlement ANC N° 2018 -06
- Les cotisations sans contrepartie sont enregistrées en produit lors de leur encaissement (art.142-2)
- Les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées conformément aux articles 211-1 et 211-3 du règlement ANC 2018 -06.

A) Changement de présentation des comptes annuels et de méthodes d'évaluation :

- Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.
- **Subventions d'investissement sur biens renouvelables** : Des changements ont été effectués pour le traitement comptable des subventions d'investissement sur biens renouvelables, en application du règlement ANC N° 2018-06. Celles-ci doivent en effet être reclassées en subvention d'investissement pour la partie non amortie de l'investissement correspondant et en Report à Nouveau pour la partie amortie. Les subventions d'investissement sur biens renouvelables s'élevaient à 52.968 € au 1^{er} janvier 2019, ayant financé des biens totalement amortis

Ainsi, le passage du règlement CRC n° 99-01 au règlement ANC n°2018-06 nécessite les retraitements suivants relatifs à la première application du règlement, ces changements s'effectuent de manière rétrospective :

	31/12/2018	Impact	01/01/2019	Impact RAN
RAN au 31/12/2018 (solde créditeur)	692 551			52 968
<u>Retraitement subv d'investissement affectées à des biens renouvelables</u>				
1026 Subvention d'investissement affectées à des biens renouvelables	52 968	-52 968		
1310 Subvention d'investissement*				
1390 Subvention d'investissement inscrite au compte de résultat *				
Report à Nouveau à l'ouverture au 1^{er} janvier 2019			745 519	52 968



- **Legs** : la comptabilisation des legs dès la date de leur acceptation par le conseil d'administration a conduit à la comptabilisation de legs en produits pour un montant de 3.835.594 €, et à la constitution de fonds reportés pour la partie des legs non encaissés à hauteur de 2.422.942 €. Les legs réellement encaissés s'établissent à 1.454.082 € en 2019, contre 2.148.043 € en 2018. La note annexe Page 26 valorise les legs 2018 de façon comparable à 2019

B) Immobilisations :

Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou leur coût de production ; elles correspondent à des logiciels amortis sur 12 mois.

Immobilisations Corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou leur coût de production.

Les dépréciations sont calculées suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Construction : 15 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions :
- Gros-Œuvre, Architect et démolition : 20 ans
- Serrurerie : 5 ans
- Peinture : 10 ans
- Sols : 10 ans
- Ascenseur : 20 ans
- Menuiserie : 10 ans
- Plaques de plâtre : 20 ans
- Électricité : 20 ans
- Plomberie : 25 ans
- Panneaux : 10 ans
- Standard et réseau informatique : 3 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 4 à 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans

Un inventaire des immobilisations a été effectué, les immobilisations qui ne sont plus existantes ont été mises au rebut.

Par ailleurs un changement de méthode a été appliqué sur un immeuble acquis par la FAAF à Lyon en 2010 : cette acquisition avait été effectuée avec pour objectif de revendre le bien dans des délais courts ; en conséquence cet immeuble n'avait fait l'objet d'aucun amortissement. Il s'avère que la destination du bien a été modifiée et que la FAAF entend le conserver.

En conséquence, la valeur d'acquisition de l'immeuble d'un montant de 319.244 € a été scindée entre le terrain pour 47.887 € et la construction 271.357 €. Sur cette dernière, l'amortissement a été pratiqué, les dotations des années antérieures de 47.685 € ont été imputées sur le report à nouveau. La dotation de l'année est de 5.427 €.

Immobilisations financières :

Les immobilisations financières sont composées de titres de participations inscrits au bilan à leur coût d'acquisition ou d'apport soit 471.508 €, et de prêts essentiellement aux membres affiliés à hauteur de 196.500 €.

Les titres de participation intègrent une participation dans la SCI Jourdan à hauteur de 391.489 € ; celle-ci est en cours de liquidation au 31 décembre 2019. Les titres étant provisionnés à 100 %, la liquidation définitive aura un impact neutre sur les comptes 2020.

C) Stocks :

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.



D) Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

E) Valorisation des valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition soit 3.054.346 €.

Au 31 décembre 2019, elles ont été évaluées à 3.180.931 € : une plus-value latente pour 126.585 € sur certaines valeurs mobilières n'a pas été comptabilisée en vertu du principe de prudence.

Une moins-value sur la cession de valeurs mobilières pour 62.174 € a été comptabilisée ; celles-ci avaient fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 153.930 €, qui a été intégralement reprise.

F) Engagements d'indemnités de fin de carrière :

Le code du travail dont dépend l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Depuis 2018, l'ancienneté de la prime est basée sur un accord d'entreprise stipulé par l'article 13.

Les engagements de retraite font l'objet d'une évaluation actuarielle. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,77 %
- Taux de charges sociales estimé à 53 %
- Revalorisation annuelle des salaires estimée à 1 %
- Taux de turn-over estimé à 1%

La table de mortalité retenue est la table TV 88/90.



EXPLICATIONS DES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU BILAN

FAAF

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du
Tenue de compte EURO

A) Analyse du Chiffre d'affaires et des ressources

Les produits totaux de la FAF s'élèvent à 7.430.862 € en 2019 ; ils sont principalement composés de legs acceptés (encaissés et à encaisser) à hauteur de 3.835.594 €, de dons pour 1.138.010 € et de concours publics et subventions d'exploitation pour 1.135.633 €.

Formation	391.527
Ventes diverses	1.270
Loyers	75.757
Concours publics et subventions d'exploitation	1.135.633
Dons	1.138.010
Legs	3.835.594
Cotisations	22.676
Reprise de fonds dédiés	324.099
Autres produits	506.296
TOTAL	7.430.862 €

B) Méthode de comptabilisation des legs :

Les legs sont comptabilisés à la date d'acceptation ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

Ils comprennent les legs encaissés sur l'exercice (1.454.082 €) et les legs acceptés mais non encore encaissés (2.422.942 €)

Date approbation CA	Produits des legs et donations au compte de résultat			Legs acceptés au 31/12/2019 mais non réglés au 31/12/2019		
	LIQUIDITES	ASSURANCE-VIE	IMMOBILIER	LIQUIDITES	ASSURANCE-VIE	IMMOBILIER
Avant 1997				1 500		
2005				500		
2008	595			331		
2009			500	12 485		
2010	4 098			7 683		24 000
2012				10 740		
2013			41 430	5 050		
2015	6					
2016	2 346					
2017	369 284	89 252		159 172		187 583
2018	8 378	220 656	111 788	85 000		254 426
2019	109 185	496 565		541 929		1 407 140
TOTAL	493 892	806 473	153 718	824 390	-	1 873 149
	1 454 082			2 697 539		
				Dettes successorales - 268 655		
				Dépenses liées aux legs - 5 942		
				2 422 942		



C) Autres charges externes :

Les autres achats et charges externes totalisent 1.557.170 € ; elles sont principalement composées des charges suivantes :

- Frais d'appels à la générosité (incluant le recours à des prestataires externes dont les coûts de mailing et d'affranchissement pour 518.551 € et des honoraires pour 13.155 €) : 698.784 €
- Charges nécessaires à la réalisation des missions de la FAAF (incluant notamment les intervenants formations, l'appui de consultants et les frais de déplacements et de réunions en lien avec les actions auprès du réseau) : 630.180 €
- Frais de fonctionnement (coûts informatiques, coût du bâtiment, frais déplacements...) : 228.206 €

D) Aides financières accordées :

Les aides financières versées aux associations membres de la Fédération s'élèvent à 1.345.350 €. Ce montant intègre :

- Les aides financières de 788.067 € fléchées vers les associations membres ou les groupements sympathisants au titre de projets ou de soutien à la vie associative. Toutes les aides sont décidées par le conseil d'administration sur la base d'un dossier établi par l'association demandeuse ; la FAAF suit la réalisation du projet et ne verse effectivement l'aide qu'en fonction de la réalisation effective du projet.
- Le versement de 557.283 € au titre de la collaboration apportée par la FAALGE pour la mise en œuvre du dispositif d'information aux entreprises dans le cadre des dépenses déductibles des entreprises à la contribution de l'AGEFIPH (appelé le 10% AGEFIPH). Une convention de collaboration signée en 2018 définit le prélèvement de 25% sur le montant de la collecte et le versement sous forme des 75% restant.

E) Rémunération du commissaire aux comptes :

Les honoraires du commissaire aux comptes payés sur 2019 sont de 25.800 €.

F) Rémunération des dirigeants :

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles s'est élevé à 45.759 € pour l'exercice 2019.

G) Contributions volontaires :

La valorisation des contributions volontaires a été établie comme suit :

Contributions en travail	Heures de bénévolat par an	Valorisation annuelle du bénévolat
Assemblée Générale	1250	18 750,00 €
Conseils d'administration	1136	17 040,00 €
Etude populationnelle	117	4 185,00 €
Commission communication	31	465,00 €
Commission sociale	7,5	112,50 €
Commission sports et loisirs	46	690,00 €
GT accès aux droits	206	5 160,00 €
Rencontres régionales	324	5 070,00 €
Rencontres présidents/directeurs	340	7 200,00 €
Comité label EHPAD	399	14 805,00 €
GT formation de formateurs	112	4 050,00 €
Ateliers Images tactiles	615	15 375,00 €
TOTAL 2019	4583,5	92 902,50 €
Contributions en services	Nombre de services par an	Valorisation annuelle de la contribution
Ateliers Images tactiles	5	800,00 €
TOTAL 2019	5	800,00 €



Les heures ont été valorisées à 15 € (correspondant au SMIC horaire chargé) pour les administrateurs, à 30 € pour les apports de spécialistes et 45 € pour les apports des experts.

H) Effectif

- 20 salariés au 31 décembre 2019
- 2 salariés mis à disposition
- 18 ETP au 31 décembre 2019
- 6 hommes et 16 femmes
- 11 cadres et 11 non cadres.

I) Prêts

La valeur brute est constituée par le montant du prêt. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

	2018	Nouveaux prêts	Remboursements	2019
FAALGE	165 000,00		60 000,00	105 000,00
RIGAUD	500,00	-	-	500,00
FAAF-UPAA	24 000,00	-	8 000,00	16 000,00
FAAF LES EDELWEISS	-	75 000,00	-	75 000,00
TOTAL	189 500,00	75 000,00	68 000,00	196 500,00



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	261 518		18 089	177 228		102 379
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	261 518		18 089	177 228		102 379
CORPORELLES	Terrains	1 512 130		47 887		110 000	1 450 017
	Constructions sur sol propre	5 962 289		1 215	47 887		5 915 618
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	489 071		42 667	3 393		528 345
	Instal technique, matériel outillage industriels	177 794					177 794
	Instal., agencement, aménagement divers	89 651		19 587	10 351		98 887
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	438 631		1 395	220 878		219 148
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	4 788			4 788		
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 674 354		112 751	287 297	110 000	8 389 808
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				1 873 149			1 873 149
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	471 508					471 508
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	189 500		75 000		68 000	196 500
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	661 008		75 000		68 000	668 008
TOTAL		9 596 880		2 078 989	464 525	178 000	11 033 344



Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	249 623	3 510	177 228	75 905
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	249 623	3 510	177 228	75 905
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	778 053	186 091		964 144
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	177 427	38 538	4 029	211 936
	Instal technique, matériel outillage industriels	143 025	17 779		160 805
	Autres instal., agencement, aménagement divers	36 471	13 186	10 917	38 740
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	423 117	5 612	217 377	211 351
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 558 093	261 205	232 323	1 586 975
TOTAL		1 807 717	264 715	409 551	1 662 881



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		50 000		50 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	25 000	5 942		30 942
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25 000	55 942		80 942
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	391 489			391 489
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	153 930		153 930	
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	545 419		153 930	391 489
TOTAL GENERAL		570 419	55 942	153 930	472 432
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			50 000	153 930	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	196 500	68 000	128 500
Autres immobilisations financières			
Clients, usagers douteux ou litigieux			
Autres créances clients, usagers	274 529	274 529	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	399	399	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	136 680	136 680	
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations	824 390	824 390	
Débiteurs divers	104 954	104 954	
Charges constatées d'avance	79 607	79 607	
TOTAL DES CREANCES	1 617 059	1 488 559	128 500
Prêts accordés en cours d'exercice	75 000		
Remboursements obtenus en cours d'exercice	68 000		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	926 666	104 803	428 788	393 076
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	12 418			12 418
Emprunts et dettes financières divers	356 912	356 912		
Fournisseurs et comptes rattachés				
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	66 169	66 169		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	104 141	104 141		
Impôts sur les bénéfices	20 979	20 979		
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	33 674	33 674		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées				
Autres dettes	442 057	442 057		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	264 503	264 503		
TOTAL DES DETTES	2 227 519	1 393 238	428 788	405 493
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	95 317			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2018	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2019
Fonds propres sans droit de reprise	570 685			52 968	517 717
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles	1 091 526	19 485			1 111 010
Réserves pour projet de l'entité	6 544 945				6 544 945
Autres réserves					
Report à nouveau	692 551	175 361	52 968	47 685	873 195
Excédent ou déficit de l'exercice	194 845	(194 845)	22 261		22 261
Situation nette	9 094 552		75 229	100 653	9 069 128
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	9 094 552		75 229	100 653	9 069 128





Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fds dédiés clôture 31/12/2018	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2019	
			Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
Fonds dédiés sur subv. AGEFIPH/CF		22 010				22 010	
Mailing voir Enfant 2018	5 256		5 256				
Mailing Numérique 2018	600 000		318 843			281 157	
Mailing Accès au savoir 2018	600 000					600 000	
Mailing Communication 2018	600 000					600 000	
TOTAL	1 805 256	22 010	324 099			1 503 167	



ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Total des Charges à payer		329 149
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		6 252
<i>Int/Cour/Empr. Etablis crédit</i>	6 252	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		122 303
<i>Frs Factures non parvenues</i>	122 303	
Dettes fiscales et sociales		126 853
<i>Dettes prov. congés payés</i>	65 223	
<i>Dettes prov. RTT</i>	694	
<i>Produits à recevoir-Rbts IJSS</i>	252	
<i>Charges sur congés à payer</i>	33 684	
<i>Charges sur RTT</i>	358	
<i>Etat - Autres charges à payer</i>	26 642	
Autres dettes		73 741
<i>Clients avoirs à établir</i>	180	
<i>CAP/PAR SUR PROJETS</i>	40 000	
<i>Charges à payer</i>	33 561	



ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Total des Produits à recevoir		248 639
Autres créances clients		12 137
<i>Factures à établir</i>	12 137	
Autres créances		236 502
<i>Etat subventions à recevoir</i>	126 680	
<i>Subventions d'exploitation</i>	10 000	
<i>Produits à recevoir</i>	99 487	
<i>Intérêts courus à recevoir</i>	335	



ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		79 607	79 607
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			79 607



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2019
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		264 503	264 503
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			264 503



Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros		31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS			
Montant perçu au titre d'assurances-vie		806 473	656 952
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9		1 472 000	1 491 091
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		1 598 552	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations			
Total des produits		3 877 024	2 148 043
CHARGES			
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations		2 422 942	
Total des charges		2 422 942	
SOLDE		1 454 082	2 148 043

- Au 31/12/2019 :

Le total des produits comprend la vente du terrain Vigan d'un montant de 41 430€, comptablement enregistré en produits exceptionnels.

- Au 31/12/2018, si nous avons appliqué la méthode de comptabilisation préconisée par le nouveau règlement ANC 2018-06, nous aurions obtenu :

TOTAL DES PRODUITS = 3 333 952€

Montant perçu au titre d'assurance vie = 656 952€

Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" = 1 908 181€

Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés = 768 819€

TOTAL DES CHARGES = 1 185 909€

Report en fonds reportés liés aux legs ou donations = 1 185 909€

SOLDE = 2 148 043€



Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2019	31/12/2018
Dons en nature		
Prestations en nature Contributions en services	800	
Bénévolat Contributions en travail	800 92 903	
	92 903	
Total	93 703	
Répartition par nature de charges	31/12/2019	31/12/2018
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations Contributions en services	800	
Personnel bénévole Contributions en travail	800 92 903	
	92 903	
Total	93 703	



ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties CAUTION EMPRUNT CONTRACTE PAR AAAL	400 000	
	400 000	
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés ENGAGEMENTS INDEMNITES FIN DE CARRIERES	46 427	
	46 427	
Autres engagements BNP PRIVILEGE PRETEUR DENIERS BNP SUBR./PRIV. VENDEUR IMMBLE BNP NANTISS.CTRAT D'ASSURANCE	1 500 000 1 500 000 500 000 3 500 000	
Total des engagements financiers (1)	3 946 427	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		



Tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination 1/2

Etat exprimé en euros	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	Total compte de résultat au 31/12/2019
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes							
Achats de marchandises											
Variation de stock	120				750		52				922
Achats de mat. approv.											
Variation de stock											
Aut. achats et chges ext.	630 180				697 794	990	228 206				1 557 170
Aides financières		1 345 350									1 345 350
Impôts, taxes et verse. ass.	70 943				15 361	691	35 941				122 936
Salaires et traitements	709 370				82 654	5 671	208 755				1 006 449
Charges sociales	298 883				32 891	2 521	86 966				421 261
Dot. aux amort. et dép.	23 439						188 895				212 334
Dotations aux provisions											
Reports en fonds dédiés	2 421						19 589			2 422 942	2 444 952
Autres charges	4 417				2 684		708				7 809
Charges financières							94 364				94 364
Charges exceptionnelles	114 031						7 048	52 996			174 075
Part. salariés aux résultats											
Impôt sur les bénéfices									20 979		20 979
TOTAL	1 853 804	1 345 350			832 134	9 873	870 524	52 996	20 979	2 422 942	7 408 602

Tableau de rapprochement entre les contributions volontaires en nature du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination 2/2

Etat exprimé en euros					
	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	Total compte de résultat au 31/12/2019
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens					
Prestations	800				800
Personnel bénévole	66 488			26 415	92 903
TOTAL	67 288			26 415	93 703



Compte de Résultat par Origine et Destination 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		12 mois	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	1.1 Cotisations sans contrepartie	4 500	4 500
	1.2 Dons, legs et mécénat		
	- Dons manuels		
	- Legs, donations et assurances-vie	4 929 240	2 506 298
	- Mécénat	47 017	47 017
	1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
	2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	2.1 Cotisations avec contrepartie	18 176	
	2.2 Parrainage des entreprises	57 000	
	2.3 Contributions financières sans contrepartie		
	2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	702 209	
	3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 135 633	
	4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	212 989	59 059
	5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	324 099	324 099
Total des produits par origine		7 430 862	2 940 973
CHARGES PAR DESTINATION	1 - MISSIONS SOCIALES		
	1.1 Réalisées en France		
	- Actions réalisées par l'organisme	1 853 804	1 853 804
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	1 345 350	788 067
	1.2 Réalisées à l'étranger		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger		
	2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
	2.1 Frais d'appel à la générosité du public	832 134	832 134
	2.2 Frais de recherche d'autres ressources	9 873	9 873
	3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	870 524	507 778
	4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	52 996	52 996
	5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	20 979	
	6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	2 422 942	
Total des charges par destination		7 408 602	4 044 652
EXCEDENT OU DEFICIT		22 261	(1 103 679)



Compte de Résultat par Origine et Destination 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		12 mois	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	Bénévolat	92 903	92 903
	Prestations en nature	800	800
	Dons en nature		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
Total des produits par origine		93 703	93 703
CHARGES PAR DESTINATION	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		
	Réalisées en France	67 288	93 703
	Réalisées à l'étranger		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
	3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	26 415	
Total des charges par destination		93 703	93 703



Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

(loi n° 91-772 du 7 août 1991)

1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2019
EMPLOIS PAR DESTINATION		12 mois
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES		
1.1 Réalisées en France		1 853 804
- Actions réalisées par l'organisme		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France		788 067
1.2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		832 134
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		9 873
2.2 Frais de recherche d'autres ressources		507 778
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
TOTAL DES EMPLOIS		3 991 656
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		52 996
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL		4 044 652

		31/12/2019
RESSOURCES PAR ORIGINE		12 mois
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Cotisations sans contrepartie		4 500
1.2 Dons, legs et mécénat		
- Dons manuels		
- Legs, donations et assurances-vie		2 506 298
- Mécénat		47 017
1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
TOTAL DES RESSOURCES		2 557 815
2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		59 059
3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		324 099
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		(1 103 679)
TOTAL		4 044 652
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		2 422 942

Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

(loi n° 91-772 du 7 août 1991)

2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2019
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		12 mois
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		93 703
Réalisées en France		
Réalisées à l'étranger		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT		
TOTAL		93 703



Tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public

		31/12/2019
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		12 mois
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		92 903
Bénévolat		
Prestations en nature		800
Dons en nature		
TOTAL		93 703

		31/12/2019
FONDS DEDES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		12 mois
FONDS DEDES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE		1 805 256
(-) Utilisation		324 099
(+) Report		22 010
FONDS DEDES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC FIN D'EXERCICE		1 503 167

ANNEXE AU COMPTE EMPLOIS - RESSOURCES

FAAF

Période du 01/01/19 au 31/12/19
 Edition du
 Tenue de compte EURO

La méthode de répartition des charges de la FAAF est identique à celle appliquée en 2018 : cette répartition a été effectuée poste par poste en tenant compte soit de l'affectation directe à l'une des missions sociales, soit par affectation en tenant compte des temps effectivement passés par chaque salarié sur chacune des missions sociales. Répartition validée par le Conseil d'administration

Les frais de fonctionnement sont analysés pour leur valeur « nette » : de la valeur brute retenue dans le Compte de Résultat par Origine et Destination, sont soustraits :

- Les transferts de charges,
- Les produits et prestations refacturés à des tiers
- Les subventions perçues d'autres organismes pour couvrir des frais de fonctionnement
- La reprise de la provision qui avait été constatée pour la dépréciation des placements, aujourd'hui cédés

Ainsi pour 2019, les frais de fonctionnement retenus dans le compte emplois-ressources ont été déterminés comme suit :

Frais de fonctionnement			
Selon tableau de passage			870 524
Imputation transferts de charges		-	59 058
Imputation prestations			
- location studio et salles		-	850
- loyers Gager Gabillot		-	75 757
- Prestations comptables UEA		-	12 000
Imputation subv Agefiph coûts administratifs		-	61 151
Imputation reprise prov financière		-	153 930
Frais de fonctionnement retraités			507 778

Les frais de fonctionnement de la FAAF font l'objet d'un contrôle rigoureux et sont sur une tendance à la baisse très significative en valeur absolue, d'une année sur l'autre. Ainsi, ils totalisaient 785.331 € en 2018. Ils s'établissent à 507.778 € en 2019.

Ils ont un caractère fixe, hors éléments exceptionnels, telle la reprise sur provision financière liée à des cessions de valeurs mobilières de placement

Ainsi :

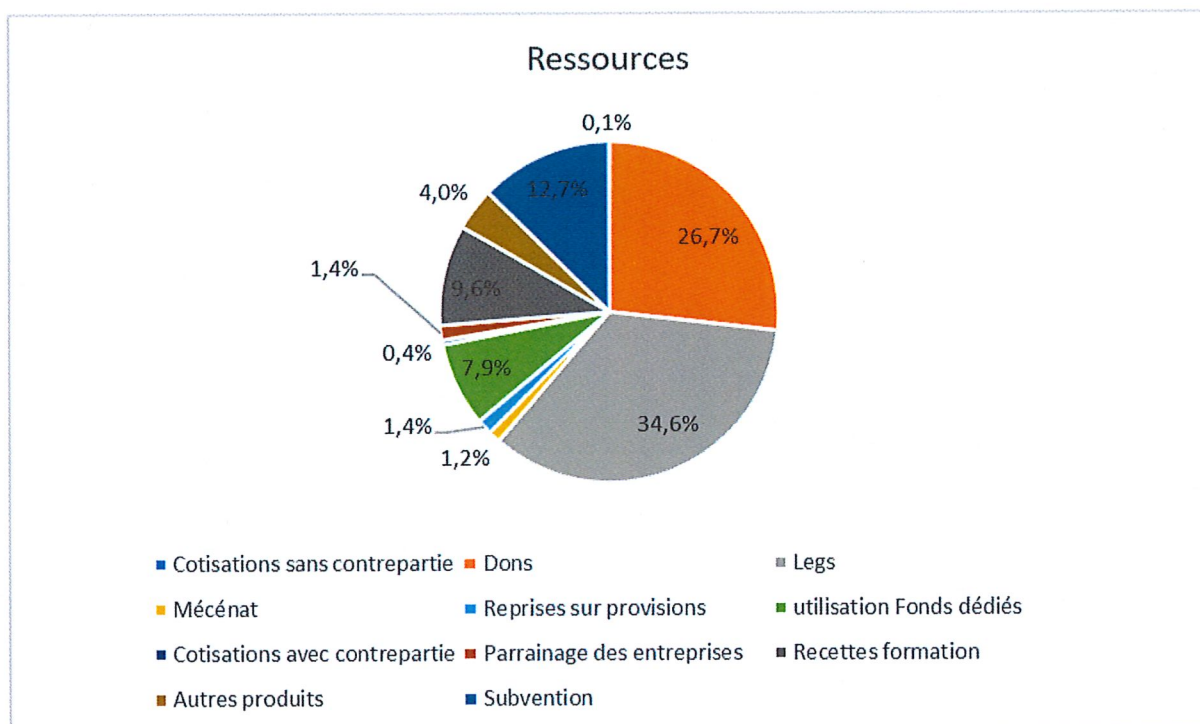
- La capacité de financement de la FAAF pour les missions sociales dépend directement du niveau des legs effectivement encaissés ;
- Et la part des frais de fonctionnement dans les charges va donc varier en fonction de ce niveau de missions sociales, quand bien même ces frais de fonctionnement sont fixes, maîtrisés et avec une tendance baissière.

De même le versement à la FAALGE est lié au montant collecté au titre du 10% Agefiph, impactant directement le niveau de missions sociales que la FAAF est en mesure de financer sur l'exercice



Ressources

En tenant compte de ces retraitements les ressources de la FAAF s'analysent comme suit :

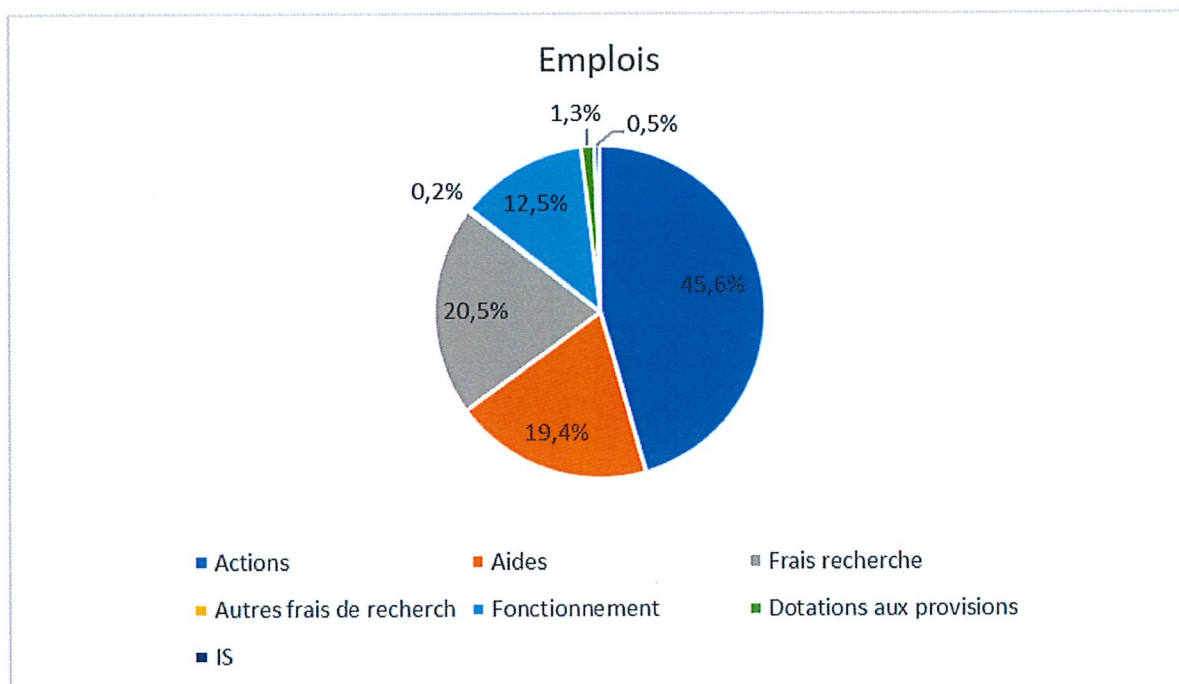


Produits liés à la générosité du public	
Cotisations sans contrepartie	4 500
Dons	1 090 993
Legs	1 415 305
Mécénat	47 017
TOTAL DES RESSOURCES	2 557 815
Reprises sur provisions	59 059
utilisation Fonds dédiés	324 099
TOTAL	2 940 973
Produits non liés à la générosité du public	
Cotisations avec contrepartie	18 176
Parrainage des entreprises	57 000
Recettes formation	391 527
Autres produits	163 017
Subvention	517 199
TOTAL AUTRES RESSOURCES	1 146 919
TOTAL PRODUITS	4 087 892



Emplois

Les emplois se répartissent comme suit :



Actions réalisées par la FAF	1 853 805
Aides financières	788 067
S/TOTAL MISSIONS SOCIALES	2 641 872
Frais recherche	832 134
Autres frais de recherche	9 873
Fonctionnement	507 778
Dotations aux provisions	52 996
IS	20 979
TOTAL EMPLOIS	4 065 632

Les missions sociales se sont déclinées comme suit :

Répartition des Missions sociales	
Vie associative	1 125 803
Plaidoyer	446 916
Accessibilité universelle	434 171
Formation	554 981
Recherche	80 000
Total	2 641 871



Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

Etat exprimé en euros

		31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
CAPITAL en Fin d'exercice	Capital social		570 685	570 685	570 685	517 717
	Nombre d'actions ordinaires					
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
	Nombre maximal d'actions à créer :					
	- Par conversion d'obligation					
	- Par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTAT	Chiffre d'affaires (hors taxes)		435 571	519 772	573 149	548 104
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amorts et prov.		(1 098 011)	437 428	925 148	154 639
	Impôts sur les bénéfices		25 308	19 340	20 972	20 979
	Participation des salariés					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions		(1 362 865)	226 033	194 845	22 261
	Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amorts et prov.					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions					
	Dividende attribué					
PERSONNEL	Effectif moyen salarié					
	Montant de la masse salariale		1 205 850	1 047 390	1 041 881	1 006 449
	Montant des sommes versées en avantages sociaux		521 320	459 016	455 491	421 261

